



Séance plénière du Conseil Régional d'Alsace
Intervention liminaire
Jacques FERNIQUE

Monsieur le Président, chers collègues

De quelle façon opérer la redistribution sous forme de politiques publiques de 451 € par habitant ? Voilà l'affaire de ces 2 jours de session budgétaire. 451 € par Alsacien, voilà le poids de notre budget : quelles transformations celui-ci rendra-t-il possibles ?

Pour les écologistes, cet argent doit être avant tout efficace sur 2 fronts.

Premier front, celui de l'urgence économique et sociale : il s'agit de trouver la voie de la vitalité économique, de la formation qualifiante contre le chômage massif et brutal dont souffre cruellement l'Alsace. Sur ce front, votre budget ne nous paraît pas opérant : non, nous n'y arriverons pas par les recettes classiques d'incantation à la compétitivité et à la croissance et par le resserrement contraint des politiques de formation.

Le deuxième front, c'est celui des enjeux d'avenir, des enjeux de la durabilité. En un mot, l'écologie. Il s'agit là de changer de mode de développement et de ménager durablement nos territoires et nos ressources ; autant pour cesser de maltraiter en prédateurs l'eau, l'air, le paysage et la qualité de vie que pour prendre notre part à l'avenir climatique de notre planète et au maintien de la biodiversité. Sur ce front ci, votre budget manque encore de cohérence : oui, nous y trouvons des pistes prometteuses (reconversion nécessaire de l'agriculture, politique énergétique, développement des trains régionaux par exemple), mais nous y déplorons aussi de lourdes politiques contre-productives (soutien à une politique routière de l'avant-Grenelle, gâchis financier et environnemental dans des TGV certes très utiles s'ils étaient déployés de façon mesurée mais qui bétonnent et dépensent sans compter creusant pour les 2/3 notre dette régionale).

Encore un sérieux effort et de bonnes remises en cause pour passer franchement à l'écologie, Monsieur le Président ! Nous vous y invitons notamment par nos deux amendements constructifs sur l'agriculture : pour une laiterie d'aménagement du territoire et pour une filière d'œufs de plein air.

Ces efforts, pour l'emploi, la formation et le développement écologique, nous voudrions en avoir pleinement les moyens, or votre gouvernement nous les enlève. Ce n'est pas la quasi-disparition de notre autonomie fiscale, ni le gel de nos dotations, ou le manque de compensation des transferts de compétence (un manque à gagner notable pour notre Région) qui feront la France forte de ses Régions. Pris dans l'étau des déficits publics et de sa dette de fonctionnement, l'Etat affaiblit délibérément les régions. Il fut un temps où le gaullisme savait investir dans l'aménagement du territoire (pas vraiment écologique certes), aujourd'hui les héritiers claironnent : « on va faire moins pour faire mieux ! » : non, ne soyons pas dupes : la territorialisation, l'action régionale ce n'est hélas pas le dessein majeur d'aujourd'hui.

Dans ce contexte contraint, nous savons que nous n'avons plus en Alsace guère de marge sur l'endettement, vous le reconnaissez. Sachez aussi que les estimations de recettes compensant la taxe professionnelle sont peu fiables. Vous reprenez dans la partie recettes de votre budget pour la CVAE (contribution sur la valeur ajoutée des entreprises), l'estimation faite par le rapport Durieux de 117 millions 400 000 euros : peut-on vraiment y croire, quand les conseillers de Madame Lagarde dans les Echos du 10 décembre qualifient ces estimations de « malhonnêteté intellectuelle » ?

L'honnêteté, la sincérité budgétaire, c'est ce que nous demandons par notre motion sur la Rallye WRC. Que l'on s'entende bien, il ne s'agira pas cette fois de compter les pros et les anti-rallyes dans notre Assemblée : non, il s'agit juste de savoir combien nous payons et quels en sont les impacts : je

pense que nous partageons tous ce souci de le savoir et qu'il n'y a pas que les écologistes qui pensent que notre budget se décide ici et non dans les pages sportives de la presse.

Voilà, Monsieur le Président, chers collègues, ce que nous tenons, nous écologistes, à afficher en ouverture de cette session budgétaire. Pendant ces deux jours, nous ne pratiquerons pas les votes automatiques purement politiques, nous saurons nous concentrer sur les objets réels de nos débats. Nous voterons contre les politiques qui sont contraires à l'esprit de transformation écologique et sociale, nous nous abstiendrons sur celles qui bien que positives sont dotées de moyens et de volonté politiques insuffisants, et nous approuverons celles qui savent allier bonne intention politique et distribution adaptée des moyens. Vous pouvez compter sur nous pour peser dans nos débats pour faire en sorte que ces 451 € par habitant soient mieux utilisés.